



LIMINAIRE CSE CENTRAL

24 et 25 avril 2024

france•tv

Des économies, mais où ? Une stratégie, pour aller où ?

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

France Télévisions doit trouver 73 millions d'euros pour être à l'équilibre en 2024 !

La direction a déjà pris des mesures pour présenter un budget à l'équilibre en 2023 : Règles d'amortissement modifiées, filiales mises à contribution, provisions récupérées...

Mais où va-t-elle couper pour trouver 73 millions d'euros en 2024 ?

Ni les comptes, ni les orientations stratégiques ne nous informent sur cette question !

Les salariés s'inquiètent donc légitimement de leur avenir. À quoi faut-il s'attendre ? Suppressions d'emplois, dégradation des conditions de travail, perte de qualité des programmes... ?

Pour la CFDT, il est urgent d'exposer les problèmes budgétaires et les conséquences sociales qu'ils peuvent avoir, de manière claire et transparente. La direction doit impliquer les représentants du personnel dans la recherche de solutions concertées.

AVRIL 2024

En revanche, des actions immédiates sont indispensables pour améliorer les conditions de travail dans les Outre-mer !

Trop c'est trop ! La CFDT ne peut plus tolérer le mépris et l'indifférence dont souffrent les salariés de FTV dans les Outre-mer.

Exposés à des risques inacceptables, sans moyens suffisants et parfois victimes d'agressions, nos collègues ne peuvent plus travailler sereinement. La coupe est pleine !

Pour la CFDT il est temps que la direction :

- **Mette fin aux situations sanitaires inacceptables**, comme en Martinique où les locaux insalubres exposent les salariés à des risques infectieux.
- **La Direction doit garantir la santé mentale et physique des employés**, suite notamment à l'agression des équipes de reportage le 10 mars dernier.
- **Elle doit restaurer la confiance en écoutant les salariés et en répondant à leurs revendications.** La décision unilatérale de poursuivre l'expérimentation du Studio HUB en Guyane, malgré le rejet par le CSE, est un exemple flagrant du manque de dialogue social.
- **La direction doit renforcer les effectifs**, comme à La Réunion où l'absence d'un Directeur des Contenus de l'Information depuis janvier aggrave les tensions au sein de la rédaction.
- N'oublions pas Saint-Pierre et Miquelon, avec une rédaction qui n'en peut plus de travailler dans de mauvaises conditions et sans anticipation.
- **La direction doit mieux organiser la couverture des événements importants**, comme en Nouvelle-Calédonie où une plainte des élus locaux auprès de l'ARCOM met en lumière le besoin d'une meilleure organisation.
- Et que dire de la Guadeloupe où le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a été empoigné par un individu, au sein même de la station de Guadeloupe la 1ère, alors qu'il était invité pour une interview !



france•tv

S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

La CFDT ne laissera pas tomber les salariés des Outre-mer. Nous appelons la direction à prendre ses responsabilités sans délai pour améliorer les conditions de travail de ses salariés. **Il est temps d'agir !**

Enfin, au sujet de la Réorganisation des équipes légères de la Fabrique vers le Réseau.

La CFDT s'oppose fermement au projet de réorganisation des équipes légères de France Télévisions, une usine à gaz coûteuse qui fragiliserait les salariés et pénaliserait la qualité des programmes.

Ce projet est opaque et incompréhensible

Il suscite de vives inquiétudes. La structure et l'organisation du pool envisagées sont absurdes : 4 équipes légères éclatées sur tout le territoire, chargées d'effectuer 750 jours de tournage par an, encadrées par une équipe managériale disproportionnée (2 ateliers de production, un chef de pool et un planificateur soit 6 encadrants pour 12 opérationnels).

C'est un non-sens économique

Ce projet alourdira considérablement le coût journalier des équipes légères, alors que des économies sont demandées aux salariés à tous les niveaux.

C'est un non-sens économique flagrant qui conduira les directions régionales à refuser de passer commande au futur pool.

AVRIL 2024

À terme ce projet fragilisera les salariés des équipes légères, confrontés à une organisation chaotique et à une précarisation accrue.

Ce projet risque également de pénaliser la qualité des programmes, faute d'équipes suffisamment dimensionnées et d'une planification adéquate.

La CFDT demande à la direction de revoir sa copie afin de trouver des solutions pérennes et concertées.



[Nos Délégués syndicaux centraux](#)

Vous souhaitez nous poser des questions ?

Contactez-nous au : **01 56 22 88 21**